



MARCHE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT
en vertu des dispositions des articles R2124-1 et suivants, L2124-1 et
suivants, R2161-1 et suivants du code de la commande publique et des
dispositions applicables dans les Iles Wallis et Futuna

Pouvoir adjudicateur :

Agence de Santé des Iles Wallis et Futuna
BP 16 – Havelu
98600 UVEA

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur :

Monsieur de le Directeur de l'Agence de Santé des Iles Wallis et Futuna

Comptable public :

Monsieur l'agent comptable de l'Agence de Santé des Iles Wallis et Futuna

Objet de la consultation :

Organisation des évacuations sanitaires médicalisées et urgentes au départ et à destination de Wallis et/ou Futuna

Date et heure limites de réception des offres

25 février 2025 à 11H30
(Heure de Wallis)

Règlement de la Consultation

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

Article 1^{er} - DISPOSITIONS GENERALES - OBJET ET TYPE DE LA CONSULTATION	4
1.1 - Dispositions générales	4
1.2 - Objet de la consultation	4
1.4 - Accord-cadre / marchés à bons de commande	4
1.5 – Décomposition en lots	4
1.6 – Durée de l'accord-cadre	4
1.7 – Décomposition en tranches	4
1.8 - Modalités de financement	5
1.9 – Nomenclature communautaire	5
1.10 – Prestations réservées à une profession particulière	5
Article 2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1 – Variantes	6
3.2 – Prestations Supplémentaires Eventuelles	6
3.3 – Délai de validité des offres	6
Article 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
Article 5 - ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION	7
5.1 - Dossier à fournir par les concurrents	7
5.2 – Date limite de remise des offres	8
Article 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8
6.1 – Transmission papier	8
6.2 – Transmission électronique	9
Article 7 : SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES COMMUN A TOUS LES LOTS	10
7.1 – Sélection des candidatures	10
7.2 – Sélection des offres	10
7.3 – Recours à la négociation	11
7.4 –Attribution provisoire	11
Article 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
8.1 - Demande de renseignements	12
8.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place	12
Article 9 - PRIMES	12
Article 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	12

Les documents de la candidature et de l'offre des concurrents seront entièrement rédigés en langue française et exprimées en EUROS et/ou en FRANCS PACIFIQUES. 12

Les informations recueillies dans le cadre des réponses à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat. 12

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. 12

Article 11 – TRIBUNAL COMPETENT ET DELAIS DE RECOURS 12

Règlement de la Consultation

Article 1^{er} - DISPOSITIONS GENERALES - OBJET ET TYPE DE LA CONSULTATION

1.1 - Dispositions générales

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute remise d'offre incomplète ou toute modification des pièces de la consultation, entraînera l'irrecevabilité de leur offre.

1.2 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur l'organisation des évacuations sanitaires au départ et à destination de Wallis et Futuna, avec gestion des transports, du suivi du dossier individualisé et parcours de soins du patient.

1.3 - Type de la consultation

Le présent marché est passé en vertu des dispositions des articles R2124-1 à R2124-2, R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019. Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique 2019 relatif aux accords-cadres et marchés à bons de commande.

En cas de procédure infructueuse, le marché pourra donner lieu à une procédure négociée.

1.4 - Accord-cadre / marchés à bons de commande

a. Bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

b. Nombre d'attributaires

Accord-cadre mono attributaire.

c. Montants minimums et maximums

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre sans montant minimum, avec un montant maximum pour la durée initiale et pour chaque période de reconduction compris entre :

Minimum annuel	Maximum annuel
0€ TTC	2.000.000€ TTC

1.5 – Décomposition en lots

L'objet du contrat comporte un lot unique : la dévolution en lots séparés est de nature, dans le cas particulier, à restreindre la concurrence.

1.6 – Durée de l'accord-cadre

Le marché public est conclu pour une durée de : 12 mois. Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché public est reconductible selon les modalités suivantes : Le présent marché est renouvelable par période successive d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 2 ans. Le nombre de reconduction(s) est : 1.

1.7 – Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.8 - Modalités de financement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est de 30 jours à compter de la date de réception des factures par le service prescripteur.

Le règlement des comptes est décrit à l'article 6 « modalités de paiement » du cahier des clauses administratives et particulières (CCAP). Application du CCAG-FCS.

1.9 – Nomenclature communautaire

Numéro de nomenclature communautaire se rapprochant le plus des prestations objet du présent marché :

Code CPV	Objet
60443000-5	Service de secours aérien
60443100-8	Services aéronavals de sauvetage
85100000-0	Services de santé

1.10 – Prestations réservées à une profession particulière

Oui. Le titulaire du marché doit être titulaire d'un brevet ou d'une licence de pilotage aérien.

Article 2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'opérateurs économiques, tel que défini aux articles R2142-19 à R2142-27, du code de la commande publique 2019.

La composition du groupement, la désignation du mandataire chargé de représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur, et, en cas de groupement conjoint, le montant et la répartition détaillée des prestations que chaque membre s'engage à exécuter, seront renseignés dans l'acte d'engagement.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même contrat.

2.1 – Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Les motifs d'exclusion de l'opérateur économique en droit de la commande publique sont liés à des condamnations pénales (corruption, fraude fiscale, blanchiment de capitaux...), au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale et à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle (procédure collective, faillite, cessation d'activités...).

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Les motifs d'exclusion de l'opérateur économique à l'appréciation de l'acheteur sont liés à la défaillance du candidat dans le cadre d'un marché antérieur, à des manœuvres « improbables » du candidat, à la participation préalable « directe ou indirecte » à la préparation d'un marché public, à l'existence d'une suspicion crédible d'entente entre plusieurs candidats et, le conflit d'intérêt.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

2.2 – Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Variantes

Les variantes sont interdites.

3.2 – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet.

3.3 – Délai de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des plis (cf. page de garde).

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

Article 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises du présent marché, contient les pièces suivantes :

- L'avis de marché
- Le règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Le CCTP et ses annexes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le DCE est accessible sur le profil acheteur <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des modifications non substantielles sur le dossier de consultation des entreprises, dans un délai de 8 jours francs précédents la date de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dématérialisation des procédures :

Le dossier de consultation des entreprises, l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que, le cas échéant, les documents et renseignements complémentaires ajoutés par le Pouvoir adjudicateur en

cours de publication, sont disponibles sur le profil d'acheteur de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Bien que le dossier de consultation soit en accès libre direct et complet, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, nous vous recommandons de vous identifier sur notre profil d'acheteur, afin d'être averti de toutes modifications ou compléments apportés au dossier de consultation.

Article 5 - ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION

5.1 - Dossier à fournir par les concurrents

Un projet de marché comprenant :

Pièces concernant la candidature :

- **Lettre de candidature ou formulaire DC1** (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- **Déclaration du candidat ou formulaire DC2** (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- Le formulaire DC1 sera complété pour l'ensemble des membres du groupement ;
- Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat** pour chacune des trois dernières années.
- **Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance** pour les risques professionnels,
- **Présentation d'une liste de services exécutés** au cours des trois dernières années,
- **Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

En application de l'article R2143-13, du code de la commande publique 2019, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation sous réserve du respect des deux conditions suivantes :

1. Les documents doivent toujours être valables.
2. Le candidat indiquera au pouvoir adjudicateur le numéro de marché public ainsi que l'intitulé exact de la consultation pour laquelle les documents ont été remis.

En cas d'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature, notamment pour les entreprises de création récente, le candidat concerné devra apporter tous les éléments de nature à justifier de sa capacité à exécuter le marché public.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) (**co-traitant ou sous-traitant**). Dans ce cadre, le candidat produit les mêmes documents concernant ce(s) opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés ci-dessus par le pouvoir adjudicateur. Le candidat produit également la preuve qu'il dispose des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) pour l'exécution du contrat.

En cas de déclaration de sous-traitance au stade de la remise des plis, le candidat remettra par ailleurs une déclaration de sous-traitance.

La production de l'ensemble de ces documents est obligatoire. A défaut, le candidat ne pourra pas être admis à participer à la suite de la procédure. Néanmoins, si le Pouvoir Adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il dispose de la faculté de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les renseignements transmis dans le dossier candidature seront vérifiés par le Pouvoir Adjudicateur. Cette vérification peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché, et pourra conduire à l'élimination de sa candidature et de son offre s'il ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Pouvoir Adjudicateur (articles R.2144-1 à R.2144-7, du code de la commande publique 2019).

Les candidats devront justifier par tout moyen probant, dès le dépôt de leur offre, qu'ils disposeront des matériels requis à la date de commencement d'exécution du marché.

Pièces concernant l'offre :

- L'acte d'engagement, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Bordereau des Prix Unitaires, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Le Détail Quantitatif Estimatif, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Le cadre de réponse, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Le CCTP, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Le CCAP daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- Mémoire technique justificatif comprenant les éléments ci-après :

➤ La valeur technique de l'offre de service :

- Surface industrielle : étendue du parc aérien, humain, matériel mobilisable en proximité,
- Moyens techniques/ capacité d'atterrissage et intervention à Futuna,
- Moyens techniques/ capacité d'intervention 24H/24 H, 7J/7J, entre 5 et 10h.
- Moyens techniques : cabine pressurisée pour les évacuations en urgence,
- Moyens techniques : Preuve de l'existence de procédures, d'une démarche qualité, ou normes ISO, AFNOR, ou équivalent, en particulier dans le domaine de l'hygiène, des équipements médicaux,
- Moyens informatiques : supports internet pour le suivi des patients et le partage du dossier médical.

➤ La valeur en Ressources Humaines de l'offre de service :

- Profil urgentiste des personnels médicaux et para médicaux formés au transport sanitaire aérien,
- Expériences confirmées de coordination des parcours de soins au sein du secteur sanitaire public et privé en Nouvelle Calédonie, Sydney, Métropole et de la relation avec les différentes caisses d'assurance maladie.

L'absence du mémoire technique rendra l'offre du candidat irrégulière : elle ne sera pas examinée

5.2 – Date limite de remise des offres

La date et l'heure limites de réception des offres sont indiquées sur la page de garde du présent document.

Article 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats pourront remettre une offre soit sur support papier, soit sur support dématérialisé dans les conditions définies ci-dessous.

Dans le cadre d'une démarche de développement durable, les candidats sont invités à répondre à cette consultation sous forme dématérialisée via le profil acheteur de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna.

6.1 – Transmission papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour : **Organisation des évacuations sanitaires au départ et à destination de Wallis et/ou Futuna**

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et de l'offre. Il sera remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Contre récépissé ou par pli recommandé avec A/R :
Agence de Santé du Territoire des îles Wallis et Futuna
Hôpital de Sia – Direction
BP 4G – Mata'Utu
98600 UVEA – Pacifique Sud

Horaires de réception des plis du service marchés Publics de l'Agence de Santé des îles Wallis et Futuna :

- lundi au jeudi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 17h00
- vendredi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 16h00

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées, ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et feront l'objet d'un archivage.

6.2 – Transmission électronique

La transmission électronique des plis se fera **uniquement** sur le profil acheteur de l'Agence de Santé des îles Wallis et Futuna sur la plateforme (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques doivent comporter des fichiers distincts (l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Les plis dont le téléchargement serait effectué après la date et l'heure limites précitées, ne seront pas retenus et feront l'objet d'un archivage.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

NOTA : Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou reports de délais.

Article 7 : SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES COMMUN A TOUS LES LOTS

L'analyse des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, conformément aux articles R2123-1 à R2123-4, R2152-1 à R2152-8 du code de la commande publique 2019 et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres seront analysées : lot par lot pour l'offre de base, puis lot par lot pour chaque variante.

7.1 – Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les suivants :

Garanties professionnelles, techniques et financières

Il n'est pas exigé de niveaux minimums de capacités professionnelles, techniques et financières, au regard de l'objet du marché.

7.2 – Sélection des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées conformément aux dispositions prévues à l'article R2152-1 du code de la commande publique 2019.

- **Une offre est inacceptable** si le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Une offre est irrégulière** si, elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- **Est inappropriée** une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.
- **Est anormalement basse**, une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article et R2152-2, du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur pourra inviter tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les critères et sous-critères pondérés intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

Libellé	points
Valeur technique telle qu'elle ressort du mémoire justificatif, pour l'offre de service - Moyens matériels réellement affectés à la prestation : 10 points - Moyens humains réellement affectés à la prestation (expérience, CV, formation au transport aérien, urgentiste): 10 points - Moyens techniques/ capacité d'atterrissage et intervention à Futuna : 5 points - Moyens techniques/ capacité d'intervention 24H/24 H, 7J/7J, entre 5h et 10h : 25 points - Pratique de la coordination des parcours de soins, partage des informations médicales : 10 points	60
Prix	40

L'analyse des offres sera effectuée selon les modalités suivantes :

Concernant le critère «Valeur technique de l'offre telle qu'elle ressort du mémoire justificatif » :

L'offre qui obtiendra le total de points le plus élevé sera déclarée la mieux-disante sur ce critère. Chaque sous-critère sera noté selon une grille d'évaluation mentionnant les standards suivants :

- standard très élevé (aucune réserve émise – note maximum 100%)
- standard élevé (90 % de la note maximum)
- standard très satisfaisant (80 % de la note maximum)
- standard satisfaisant (70 % de la note maximum)
- standard moyennement satisfaisant (60 % de la note maximum)
- standard acceptable (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures – 50 % de la note maximum)
- standard moyen (40% de la note maximum)
- standard insuffisant (présence de réserves significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet – 25 % de la note maximum)
- standard inacceptable (aucun paragraphe – note de 0)

Concernant le critère « Prix » :

Prix unitaire, ce critère sera jugé à partir du Détail Quantitatif Estimatif.

La note afférente sera déterminée par application de la formule de calcul suivante :

$\text{Note} = (\text{meilleure offre} / \text{offre jugée}) \times 40$

Dans le cadre du jugement des offres, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées par le pouvoir adjudicateur. Le candidat en sera informé par courrier, courriel ou fax. Le montant ainsi rectifié de l'offre du candidat sera pris en compte dans le cadre de l'analyse du critère prix.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ces erreurs ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 – Recours à la négociation

Le pouvoir adjudicateur n'aura pas recours à la négociation. En cas de procédure infructueuse, le marché pourra donner lieu à une procédure négociée.

7.4 – Attribution provisoire

Les offres font l'objet d'un classement provisoire.

En application des dispositions des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique 2019, le **candidat retenu uniquement** sera tenu de prouver qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Cette preuve sera également à apporter pour les éventuels **cotraitants** sur lesquels il s'appuie. A ce titre, il fournira les éléments suivants, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande qui lui sera faite :

- **Attestation du service des patentes** (patente en relation avec l'objet du marché) ;
- **Attestation du Tribunal** déclarant que l'entreprise n'est pas en faillite ;
- **Attestation justifiant de la régularité fiscale** du candidat (obligations déclaratives et paiement) ;
- **Attestation justifiant de la régularité sociale** du candidat (obligations déclaratives et paiement) ;
- **Extrait de K-bis** ou équivalent (ex: extrait du registre du commerce).

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant que de besoin.

IL EST RAPPELE AU CANDIDAT RETENU, CONFORMEMENT A LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LES ILES WALLIS ET FUTUNA (arrêté 2003-018 du 29 janvier 2003), QU'IL SERA DANS L'OBLIGATION DE CONTRACTER UNE PATENTE EN RELATION AVEC L'OBJET DU MARCHE (se rapprocher du service des douanes et contributions diverses : douanes.wallis@mail.wf ou 00.681.72.14.00).

Article 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation du dossier d'offres, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, **une demande écrite** sur le profil d'acheteur de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors publiée sur le profil acheteur de l'Agence de santé des Îles Wallis et Futuna, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les demandes orales ne sont pas autorisées.

8.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

Aucun frais de déplacement ne sera pris en charge par l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna.

Article 9 - PRIMES

Sans objet.

Article 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

Les documents de la candidature et de l'offre des concurrents seront entièrement rédigés en langue française et exprimées en EUROS et/ou en FRANCS PACIFIQUES.

Les informations recueillies dans le cadre des réponses à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna, le cas échéant la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent.

Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Agence de Santé des Îles Wallis et Futuna.

Article 11 – TRIBUNAL COMPETENT ET DELAIS DE RECOURS

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr